

DE L'ASSURANCE CONVENTIONNELLE AU SYSTEME DE TAKAFUL PROBLEME DE TRANSITION : ESSAI SUR LE FONCTIONNEMENT DES BANQUES PARTICIPATIVES

Par

Lotfi BOULAHIR

Professeur en Finances, à l'ENCG de Marrakech, l'Université Cadi Ayyad.

Résumé : Avec le lancement des banques participatives au Maroc, la demande des services bancaires classiques nécessite l'accomplissement des contrats sur tous les aspects. L'accès à un produit nécessite en parallèle des contrats d'assurance pour que la transaction soit bouclée dans les normes. Or l'adoption de la loi bancaire 103-12 a permis les banques participatives d'exercer leur fonction sans pour autant statuer sur les textes relatives à l'assurance en la matière.

La grande problématique qui se pose est la question de complétude des contrats qui sont entre l'assurance conventionnelle en cours et le takaful en climat d'attentisme. La phase de transition nécessite alors quel modèle de financement ? Est-ce un modèle mixte combinant à la fois un produit chariatique et une assurance conventionnelle ? Ou bien un modèle de financement prématuré fondé sur les produits des banques participatives avec un système d'assurance islamique dont les textes ne sont pas encore définitifs ? Autant de question qui méritent d'être analysées pour savoir le modèle d'assurance qui accompagne le déroulement des activités des banques participatives dans la phase de transition.

Mots clés : finance islamique, banques participatives, takaful, wakala, moudaraba

Abstract: With the launch of participatory banks in Morocco, the demand for traditional banking services requires the completion of contracts on all aspects. Access to a product also requires insurance contracts to complete the transaction in the standards. However, the adoption of the banking law 103-12 allowed participating banks to exercise their function without ruling on the texts relating to insurance in this area.

The big problem is the question of the completeness of the contracts that are between conventional insurance in progress and takaful in a climate of wait-and-see attitude. The transition phase then requires which funding model? Is it a mixed model combining both a shariah product and a conventional insurance? Or a model of premature financing based on the products of the participative banks with an Islamic insurance system whose texts are not

yet final? So much questions that deserves to be analyzed to know the insurance model that accompanies the conduct of activities of participating banks in the transition phase.

Key words: Islamic finance, participatory banks, takaful, wakala, mudaraba.

Introduction

Avec le lancement des banques participatives au Maroc, la demande des services bancaires classiques nécessite l'accomplissement des contrats sur tous les aspects. L'accès à un produit nécessite en parallèle des contrats d'assurance pour que la transaction soit bouclée dans les normes. Or l'adoption de la loi bancaire 103-12 a permis les banques participatives d'exercer leur fonction sans pour autant statuer sur les textes relatives à l'assurance en la matière. La réflexion sur le système d'attakaful ou de l'assurance islamique dont les textes n'ont pas encore été adoptés figure au centre de préoccupation étant donnée l'importance de ce genre de produits d'assurance notamment pour les produits chariatiques opérationnels aujourd'hui (le cas de la mourabaha immobilière). La grande problématique qui se pose est la question de complétude des contrats qui sont entre l'assurance conventionnelle en cours et le takaful en climat d'attentisme. La phase de transition nécessite alors quel modèle de financement ? Est-ce un modèle mixte combinant à la fois un produit chariatique et une assurance conventionnelle ? Ou bien un modèle de financement prématuré fondé sur les produits des banques participatives avec un système d'assurance islamique dont les textes ne sont pas encore définitifs ? Autant de question qui méritent d'être analysées pour savoir le modèle d'assurance qui accompagne le déroulement des activités des banques participatives dans la phase de transition.

En théorie, le Takaful est perçu comme une assurance coopérative, où ses membres versent une somme dans un fond commun. Le but de ce système n'est pas le bénéfice mais la garantie du principe de se porter assistance l'un l'autre et de générer ainsi une protection mutuelle (mutualité). Ce qui distingue l'assurance islamique de l'assurance classique, c'est principalement l'exclusion de trois éléments qui ne sont pas conformes aux principes de la Sharia: Al-Gharar (incertitude), Al-Maisir (spéculation, hasard), Riba (intérêts). Le système de takaful, incarne un principe éthique de solidarité (Ketani ; 2015). Il existe trois modèles et plusieurs variations de la mise en pratique du Takaful : modèle de Mudhabarah, Wakalah, des versions modifiées, ainsi que leur la combinaison

Depuis longtemps, on attend la confirmation par Bank Al Maghrib de la validation par le conseil supérieur des oulémas des éléments permettant un fonctionnement réglementaire des banques participatives qui pourront accorder un financement de type mourabaha. Selon les

chroniqueurs, le Conseil supérieur des oulémas « CSO » a validé tous les documents qui lui ont été récemment transmis, dont les contrats Mourabaha. Il restera l'assurance Takaful dont le lancement est prévu dans 18 ou 24 mois. La question qui se pose est de savoir comment démarrer Les banques participatives sans takaful?

Notre objet est de montrer à la lumière de ce préambule le modèle adéquat pour le Maroc conformément à la structure de système bancaire et les lacunes de la loi et les défis pour faire réussir cette expérience pour la complétude des contrats dans un contexte purement licite.

I : Validation des contrats de financement sans assurance takaful

Au cours de la conférence de presse annuelle de présentation du rapport sur la supervision bancaire, la Banque centrale annonçait que cette validation par le conseil supérieur des oulémas était "imminente. Au départ, deux institutions qui ont ouvert le bal des banques participatives marocaines, il s'agit d'Umnia Bank, filiale de CIH Bank, et de Bank Assafaa, qui n'est autre que l'ex-société de financement participatif Dar Assafaa, filiale d'Attijariwafa Bank. Aujourd'hui 8 banques participatives sont opérationnelles. La filiale d'Attijariwafa Bank affirme qu'elle ne pourra lancer son activité que lorsque le produit est complet. La banque désigne, entre autres, les contrats de financements mourabaha, dont on attend la validation par le CSO après leur finalisation par la Banque centrale.

Il faut signaler que les banques participatives on enregistré un retard dans le démarrage après un climat d'attentisme sur la validation des contrats de financement par le CSO. La validation des contrats de financement lève le dernier obstacle réglementaire au démarrage. Cependant, la question de l'assurance takaful demeure en cours d'étude.

D'ailleurs, pour offrir des contrats de financement participatifs, cœur de métier des banques islamiques dites participatives au Maroc, celles-ci ont impérativement besoin d'une assurance islamique, il s'agit en l'occurrence de système de takaful. A l'instar des produits bancaires classiques conventionnels, les contrats de financement participatifs devront être adossés à une assurance islamique, en l'occurrence l'assurance Takaful. Car le Conseil supérieur des Oulémas interdit l'assurance conventionnelle. En conséquence, les banques participatives n'ont pas le droit de vendre l'assurance traditionnelle de type conventionnel. Comment lancer

et vendre le service de takaful comme le laisse voir le questionnement de certains auteurs (Jaffer ; 2008) ?

Par ailleurs, en attendant entre temps l'entrée en vigueur de l'assurance takaful, il est préconisé que l'assurance conventionnelle sera remplacée par d'autres mécanismes ingénieux, mais qui respectent la licéité préconisée par la chariaa. Selon des sources officielles, si Les banques opteront certainement pour cette option, les professionnels préfèrent un lancement parallèle de banques participatives et de l'assurance takaful, et ce pour éviter toute confusion de ces produits aux yeux de la clientèle.

II : Un cadre réglementaire long et rigide

La loi 103-12 relative aux banques participatives présente des lacunes au niveau de législateur, car cette loi préconise le lancement des banques participatives sans pour autant ériger en parallèle des mesures réglementaires relatives à l'assurance islamique. Le retard de l'entrée en vigueur de l'assurance takaful n'est que le résultat d'une réforme du code des assurances entamées tardivement par rapport la nouvelle loi bancaire 103-12. Ce qui a suscité un décalage significatif. En effet, pour que ce type d'assurance puisse voir le jour, il faut attendre la circulaire et les arrêtés d'application du takaful. Or, cette procédure est en face d'un circuit réglementaire assez long.

La circulaire en question propose les différents aspects opérationnels de l'activité de l'assurance takaful : L'autorisation de l'ACAPS à créer des organismes d'assurance takaful, le business model, les rémunérations, les ratios applicables. La circulaire est en cours de discussion avec les operateurs et les autorités de tutelle tels que le ministère des Finances, le secrétariat général du gouvernement, et l'ACAPS. L'objectif est de soumettre la version finale au conseil supérieur des oulémas pour validation.

Après cette étape, ce sont les operateurs économiques (les banques et les assurances, professionnels) qui manifesteront leur demande d'agrément pour l'assurance takaful. Au total le processus devrait prendre entre 18 et 24 mois. Au total, le lancement de takaful nécessite tout un processus qui peut se résumer dans les étapes suivantes :

- Etude et partage de circulaire avec la communauté financière pour avis technique
- Transfert à la Commission chariatique pour la Finance Participative (CCFP) du Conseil Supérieur des Oulémas (CSO) pour avis chariatique
- Validation par le Secrétariat Général du Gouvernement
- Publication au Bulletin Officiel
- Dépôt des demandes d'agrément par les professionnels intéressés
- Etude des demandes par l'Autorité de contrôle des Assurances et de la prévoyance sociale (ACAPS), de la CCFP et du CSO pour octroi des agréments
- Publication des agréments au Bulletin Officiel
- Dépôt des demandes d'homologation des produits
- Etude des demandes par l'ACAPS et la CCFP CSO

En revanche, en attendant l'étape finale relative à la mise en œuvre du système takaful, la grande problématique qui se pose est le fait de pouvoir lancer les formules de financement mourabaha pendant la période de transition. Car, les premiers produits de la banque participative sont disponibles. Or ceux-ci devraient être assortis d'une assurance takaful en gestation. Quelles solutions et mécanismes adopte-on pour débloquer le système de paiement ?

III : Modèles de gestion des contrats mourabaha en période de transition.

L'adoption de la nouvelle loi bancaire a permis cinq opérateurs bancaires de recevoir l'agrément de Bank Al Maghrib dont deux ou trois ont pris l'initiative de se lancer au marché sans un écosystème comprenant takaful. On se demande sur les scénarios possibles pour gérer la période de transition.

A : Des banques opérationnelles sans services takaful

Très récemment la Banque centrale marocaine (BAM) avait donné son agrément à cinq établissements pour exercer des transactions conformes à la chariaa. Cependant une minorité de banques démarrent leur activité après avoir approuvé leur document par le comité chariaa pour la banque participative. L'offre de produit mourabaha concerne surtout le domaine de l'immobilier. Or puisque le takaful n'existe pas encore sur le marché, le risque de financer

l'immobilier sans produits d'assurance figure au centre de préoccupation des praticiens de la finance participative ?

Adnane El Guetari, le directeur général d'Umnia Bank avance que les formules de financement relatives à l'immobilier seront proposées sans assurance takaful. La filiale de CIH Bank et du Qatari International Islamic Bank, la première à avoir annoncé le début de ses opérations dans ce créneau, avec Bank Assafa souligne qu'elle prendra le risque temporaire de financement en attendant le takaful à condition que le client s'engage à souscrire à une assurance takaful dès son entrée en vigueur. Chose qui n'est pas partagée par la communauté des professionnels. Or, pour que l'offre de la finance participative soit complète, il faut que tout l'écosystème soit mis en place. Le takaful est l'une des composantes essentielles de cet écosystème.

B : Les hypothèses possibles

En effet, le lancement officiel des activités de la première Banque Participative Marocaine, Umnia Bank, a suscité beaucoup d'interrogations d'un produit incomplet, sans assurance. Or la banque Participative a besoin de l'Assurance takaful au moins pour garantir ces clients demandeurs de financement Mourabaha contre le décès ou invalidité totale et absolue. Elle en a aussi besoin pour couvrir les biens financés en Mourabaha ou Ijara ou toute autre forme de financement, car la Banque a tout intérêt à garder ce bien en bon état dans le cas où elle aura besoin d'exercer son hypothèque. D'ailleurs, la gestion de la situation en période de transition incite la banque à suivre plusieurs scénarios. Si les Banques participatives désirent lancer leurs solutions de financement sans attendre le démarrage effectif de l'Assurance takaful, elles ont le choix entre plusieurs hypothèses :

1 : Hypothèse I et hypothèse II :



Source : Direction des assurances de la prévoyance sociale

La première hypothèse qui consiste à proposer l'assurance classique conventionnelle. Or, la Banque tombe dans le paradoxe d'activité, un produit licite conjugué à un produit non conforme à la chariaa. Or le CSO à tranché sur la licité d'un produit incohérent.

La seconde hypothèse ne présente pas de risque de conformité à la chariaa. Toutefois, il présente un risque de contrepartie pour la banque qui s'expose à ce genre de risque vu que le risque est transféré au client.

2 : Hypothèse III :



Source : Direction des assurances de la prévoyance sociale

La troisième hypothèse consiste à prendre par la banque le risque total tout en intégrant son coût à sa marge. En conséquence, la Banque maîtrisera mieux ses risques de contrepartie et de réputation. Ce scénario fonctionne à condition que le client s'engage à souscrire une assurance takaful une fois qu'elle soit opérationnelle. Cependant le client présente un risque de ne pas respecter ses engagements (sa promesse contraignante). Dans ce cas, il est stipulé comme solution d'intégrer dans l'acte de promesse une clause stipulant le transfert, en pareil cas, de risque au client et qu'en vertu de cette clause la banque aura le droit d'exercer son hypothèque en cas de décès ou invalidité totale et absolue du client.

IV : Propositions d'un business modèle pour l'assurance islamique

L'autre question qui se pose est de savoir quel modèle faut-il adopter après la période de transition ? La communauté financière penche vers un modèle de wakala ou wakala modifiée pour compléter l'écosystème. Le fondement de ces modèles a été bien illustré par Belali (2017)

A : les modèles se dégageant de l'interprétation des textes de lois

Au Maroc, l'assurance participative dite Takaful est régie par la loi 59.13. Cette loi a été adoptée définitivement par les deux chambres du parlement le 2 août 2016 et publiée dans le bulletin officiel en septembre 2016. L'assurance takaful constitue l'un des piliers de l'écosystème participatif. Pourtant, ce produit n'est pas encore opérationnel, il nécessite un modèle d'application. La loi 59.13 a érigé les règles de fonctionnement de l'assurance participative tout en laissant le soin au régulateur (ACAPS) de préciser les modalités d'application dans des circulaires détaillées, qu'il est en train de préparer et qui doivent être validées par le Comité charia pour la Finance Participative (CSFP) du Conseil Supérieur des Oulémas (CSO). La loi 59-13 modifiant et complétant la loi n° 17-99 portant Code des assurances n'impose pas de manière explicite, un modèle précis. Le législateur laisse une libre interprétation aux opérateurs de la place. Après sa promulgation, les assureurs ont reçu un projet de circulaire qui fera l'objet des tâtonnements pour pouvoir l'ajuster.

En général, Les futurs opérateurs dans cette industrie financière seront assujettis au même code des assurances que les compagnies d'assurance conventionnelles et aux mêmes règles prudentielles imposées par le régulateur. Toutefois, le système d'assurance takaful présente des spécificités définies dans la loi 59-13 qui le différencie de l'assurance classique. L'article premier définit l'Assurance Takaful comme toute *«Opération d'assurance réalisée en conformité avec les avis conformes du Conseil supérieur des Oulémas ... Les opérations d'assurances Takaful et l'activité de gestion du compte d'assurance Takaful par une entreprise d'assurances et de réassurance ne peuvent, en aucun cas, donner lieu ni à la perception ni au versement d'intérêt »*.

Comme il a déjà été signalé, la loi 59.13 n'a pas fixé, d'une manière explicite, le modèle économique qui sera adopté. Toutefois, l'article 248-1 précise que *« L'administration peut, sur proposition de l'autorité et après avis conforme du Conseil supérieur des Oulémas, fixer les modes de rémunération de l'entreprise d'assurances et de réassurance au titre de la gestion du compte d'assurance Takaful ainsi que les critères de détermination de cette rémunération »*. L'article 10-3, traitant de l'excédent technique, précise quant à lui qu'en Assurance Takaful, *« les excédents techniques et financiers réalisés sont répartis entièrement entre les participants après déduction, le cas échéant, des avances Takaful »*.

A la lecture des textes de lois, il semble de la vie de la communauté des opérateurs, que le modèle économique envisagé est bien la «Wakala », l'opérateur est mandaté par les participants pour gérer les fonds Takaful.

B : Les modèles de takaful proposés

Les modes de gestion des transactions takaful tournent autour de deux modèles : le wakala et le wakala modifié. D'autres modèles existent aussi tels que la moudaraba et la moudaraba modifiée (Belali ; 2017).

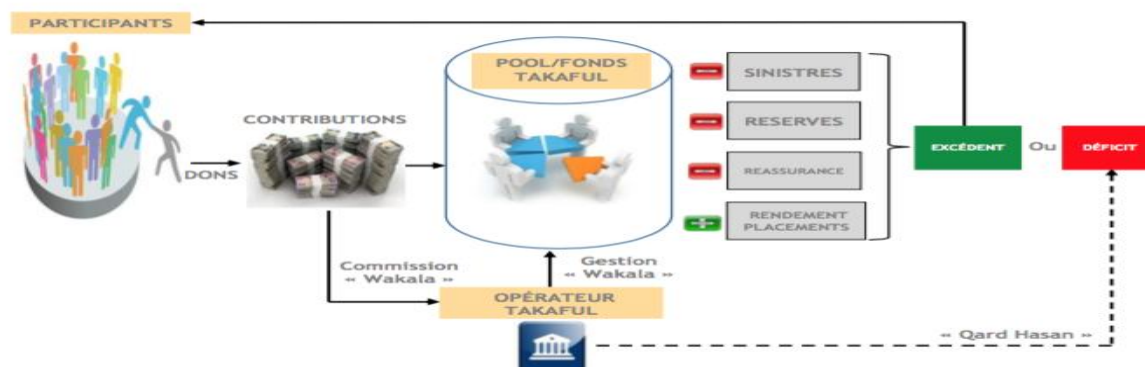
1 : Le modèle Wakala

Ce modèle est fondé sur une rémunération à la commission en faveur de la personne qui gère le fonds takaful. Toutefois, la communauté des professionnels juge que ce modèle présente des limites en termes de fonctionnement et de motivation.

a : Le fondement du modèle

Ce modèle détermine le mode de rémunération de la société gestionnaire de takaful. La rémunération se base sur la perception des commissions déduites , à la source , des contributions en contrepartie du travail effectué. Ces commissions viennent charger les primes des produits Takaful. Quant aux résultats techniques et financiers, ils sont répartis exclusivement entre les participants comme le laisse voir la figure ci-après.

MODELE WAKALA



Source : Belali (2017)

Selon Belali (2017), le fondement de ce modèle se résume comme suite : Tout d'abord, le fonds takaful est créé et constitué par les donations des participants « Tabarroû ». Ils ont le statut des propriétaires. La société gérante est mandaté par les participants pour assurer le fonctionnement du fond selon un mandat de gestion « Wakala » . Sa gestion couvre les volets techniques et placement , moyennant une commission de gestion « Wakala » prélevée des contributions. Sa rémunération est limitée à la seule commission, il n'a aucun droit sur les résultats techniques et financiers du fonds. L'opérateur en question n'a pas le statut de propriétaire des fonds.

La norme 26 de l'AAOIFI stipule que l'excédent annuel dégagé revient aux participants après paiement des sinistres et des charges de réassurance et constitution des réserves réglementaires et prudentielles ainsi qu'après intégration du rendement financier total provenant des placements. L'excédent est versé soit en numéraire ou sous la forme de baisse des contributions ou toute autre forme convenue.

Symétriquement, en cas de déficit du fonds Takaful, le gérant fournit un prêt sans intérêts « Qard Hassan », de ces fonds propres, pour couvrir le déficit. Ce prêt devra être remboursé par les futurs excédents annuels du fonds Takaful.

b : Les limites du modèle

Selon une étude réalisée par l'AMFP, l'association qui regroupe, entre autres, les dirigeants des banques et assurances participatives marocaines, le modèle wakala présente des limites :

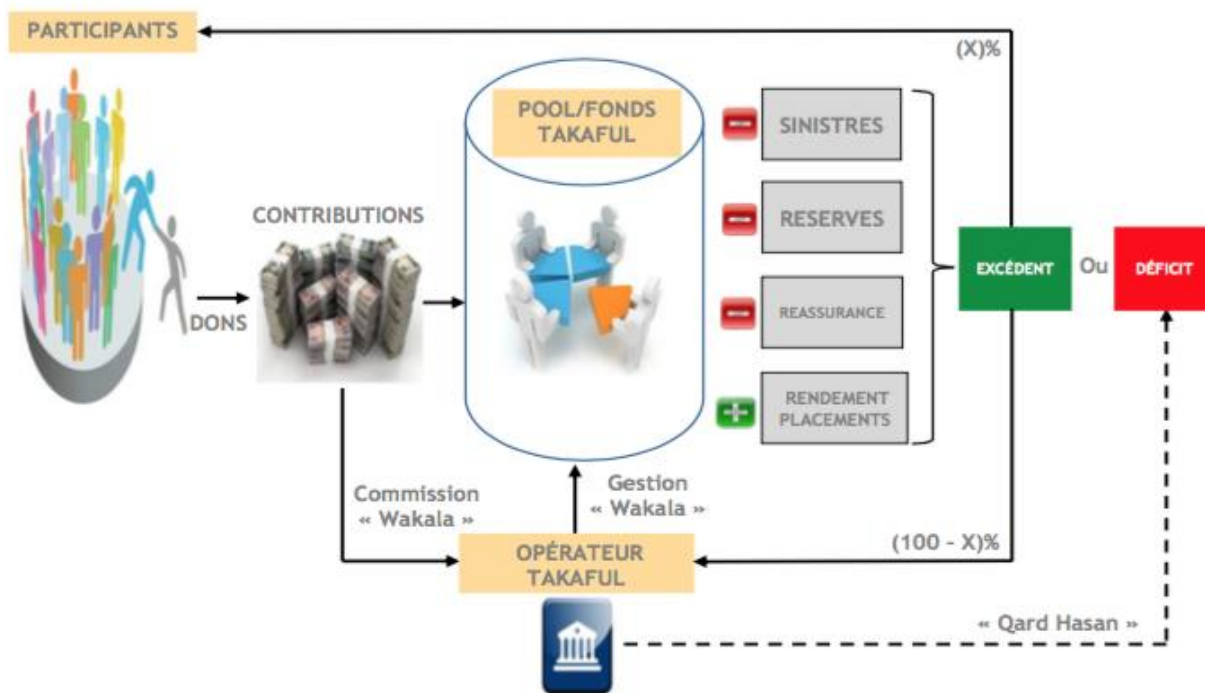
- Primo, le fait de ne pas intéresser l'opérateur sur les excédents n'encourage pas ce dernier à optimiser sa gestion technique (acceptation des risques , indemnisation des sinistres, réassurance, ...) et financière (Placements) des fonds. Ce qui pourrait poser un problème de mal gestion.
- Secundo, la restriction de la rémunération de gérant de fonds à la seule commission (frant up) risque de rendre cette dernière couteuse par rapport à l'assurance classique. Car dans le système conventionnel, la rémunération principale de la compagnie d'assurance vient plutôt de l'excédent technique . Les nouvelles sociétés de gestion nécessitent suffisamment de fond pour pouvoir couvrir les frais de démarrage et d'amortissement.

- Tertio, aux des commentateurs, les primes des produits Takaful seront donc plus importantes que celles des produits conventionnels, ce qui pose un problème au niveau de la compétitivité de ce produit dans un environnement concurrentiel marqué par deux produits concurrents : takaful face au conventionnel

En somme, de l'avis des la communauté financière, ce modèle n'est pas rentable. Toutefois la recherche de la rentabilité rend le modèle plus couteux. Les réflexions penchent vers un modèle combiné. Bellali (2017) avance que Le modèle le plus approprié à notre contexte , surtout au démarrage, est le modèle « Wakala modifié » , où l'opérateur reçoit non seulement les commissions up-front mais aussi par une partie de l'excédent technique . C'est le modèle appliqué en Malaisie et en Arabie Saoudite. Ces deux pays s'accaparent respectivement 50% et 25% du marché mondial du Takaful et constitue le leader en la matière (Keshvani ; 2006)

2 : Le Modèle wakala modifié

Ce qui spécifique à ce modèle le partage de l'excédent annuel dégagé entre le gérant du fonds takaful et les participants (contributeurs) suivant un accord convenu à l'avance. La philosophie sous jacente est d'inciter l'opérateur à une meilleure gestion technique et financière des fonds Takaful en l'impliquant au résultat.

MODELE WAKALA MODIFIE

Source : Belali (2017)

En général, les professionnels plaident pour ce modèle puisque qu'il semble plus adapté à la réalité. Belali (2017) avance qu'il existe d'autres modèles, qu'on peut proposer à l'ACAPS. C'est le cas de la Moudaraba ou moudaraba modifié. Le fondement général de ces modèles se présente de telle manière que le gestionnaire Takaful agit en tant qu'entrepreneur et les participants comme apporteurs de capitaux. Les gains générés par le placement de l'opération Takaful seront ensuite répartis entre l'opérateur Takaful et les participants. Dans le cas inverse, les pertes seront à la charge des seuls participants qui ont le statut d'apporteurs de capitaux. Dès lors, les produits hybrides de type Wakala modifié ou Wakala Istitmar assortis d'une prime de performance sont les biens venus

Conclusion

A l'heure actuelle l'urgence pour le régulateur est d'ériger les mesures nécessaires en termes d'assurance islamique. L'objectif est de permettre les banques participatives de fournir un produit complet shari'a compliant (service bancaire y compris takaful). Dans le cadre d'un contrat Mourabaha, la banque exigera du client de souscrire un contrat d'assurance de type

Décès. Or, pour être Sharîa compliant, ce contrat doit être un contrat Takaful. Le Family Takaful couvre uniquement les personnes et non leur bien. Pour ce faire, les banques participatives, dans le cadre du financement de l'immobilier, exigent un pack complet d'assurance, c'est le cas du General Takaful, c'est-à-dire une assurance multirisque outre l'assurance décès. Or, le fait d'exclure la formule General Takaful du périmètre d'application de la loi 59.13 posera un sérieux problème aux banques participatives.

Repères bibliographiques

Al Malia « Assurance Participative TAKAFUL au Maroc : Etat d'avancement » @AL Malia e-journal de la finance islamique au Maroc, juin 3, 2017

Arab News « Takaful Industry in Saudi Arabia Booming » Arab News, 12 March 2007. 28. M. A.

Belali, M (2017) « assurance participative takaful au Maroc : cadrage et analyse » <https://ma.linkedin.com/in/bellali-mohamed-17694331>

Boudjlal, M (2016) « le financement philanthropique » deuxième congrès en finance éthique et islamique » Marrakech, 28 octobre

Charbonnier, J (2011) « L'assurance islamique » Assurances et gestion des risques, vol. 78(3-4), octobre –janvier

Jaffer (2008) « How to sell takaful » Banque Stratégie, n° 257, mars

Keshvani (2006) « Malaysia Takaful : An International Leader at 22 » Middle East International Review, November, p. 44. 27.

Ketani, O (2015) « Esprit de solidarité (takaful) en économie islamique » Droit & stratégie des affaires au maroc n° 1, janvier

Khouildi, A (1994) « La vérification de conformité islamique des opérations bancaires », in G.M. Piccinelli (a cura dbi), Banche islamiche in contesto non islamico, Istituto per l'Oriente, Roma

Laoust, H (1948). *Le traité de droit public d'Ibn Taimiya*, Imprimerie catholique, Beyrouth, p. 167

Schacht, J (1983). *Introduction au droit musulman*, Maisonneuve et Larose, p. 71. 9.